

La participation politique informelle à l'OMC : les mini-ministérielles sont-elles une bonne idée?

Robert Wolfe*

Introduction

Les politiciens peuvent-ils contribuer à gouverner le régime commercial international, tant dans leur pays qu'au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)? En d'autres termes, les politiciens d'un pays donné doivent-ils faire en sorte de favoriser le consensus chez les divers participants dans le contexte de la gouvernance mondiale? Ces questions revêtent une importance théorique pour ceux qui étudient la négociation et la démocratie ainsi que les relations internationales, mais elles comptent aussi pour les praticiens. Dans un important discours sur la gouvernance mondiale, le Premier ministre du Canada, Paul Martin, a affirmé ceci : « Ce qui pose des difficultés aujourd'hui dans de nombreuses organisations internationales, c'est qu'elles n'ont pas été conçues de manière à faciliter la tenue de débats politiques informels comme ceux qui s'imposent¹. » M. Martin a insisté sur la double importance que revêt le leadership politique pour le fonc-

* Professeur adjoint, School of Policy Studies, Queen's University, Kingston, Canada, K7L 3N6, wolfer@post.queensu.ca. Je suis reconnaissant à Dan Ciuriak, John Curtis, Richard Janda, Kim Nossal, Peter Ungphakorn et Shinji Kinjo pour leurs suggestions, à Liëtte David pour son aide logistique, à David Steinberg et Brad Adams-Barrie pour leur assistance dans mes recherches ainsi qu'aux porte-parole de l'OMC et aux délégués nationaux pour m'avoir communiqué leurs points de vue et patiemment répondu à mes questions lors d'entrevues privées. Les idées exprimées ici n'engagent que moi-même et ne doivent pas être attribuées à Commerce international Canada ni au gouvernement du Canada.

¹ Le Premier ministre Paul Martin prononce une allocution sur l'avenir de l'interdépendance mondiale au Forum économique mondial, Davos, Suisse, 23 janvier 2004, <http://pm.gc.ca/fra/news.asp?id=31>, téléchargé le 27 janvier 2004.